

Communiqué de presse des Verts français contre la ratification du traité de Nice (9 mai 2001)

Légende: Le 9 mai 2001, dans un communiqué à la presse, les Verts français (Parti écologiste) appellent les députés et sénateurs français à ne pas ratifier le traité de Nice.

Source: Communiqué à la presse du 9 mai 2001 - Non à la ratification du traité de Nice. [EN LIGNE]. [Paris]: Les Verts, [13.09.2001]. Disponible sur http://lesverts.fr/article.php?id_article=453#.

Copyright: (c) Les Verts

URL:

http://www.cvce.eu/obj/communique_de_presse_des_verts_francais_contre_la_ratification_du_traite_de_nice_9_mai_2001-fr-ff40790a-917a-43e3-ab34-ca6203664446.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Communiqué à la presse du 9 mai 2001 - Non à la ratification du traité de Nice

Les Verts réaffirment leur opposition à la ratification du traité de Nice qui rend plus opaque encore une Union européenne à bout de souffle.

Le gouvernement a présenté ce matin en conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant entre autres le traité de Maastricht. Ce projet sera probablement étudié à l'Assemblée Nationale dans le courant du mois de juin.

Le traité de Nice, bien loin de favoriser l'Europe des peuples et des cultures, s'avère dangereux pour son avenir. La dissolution de la responsabilité politique, la complexification de la prise de décision et la renationalisation latente des politiques de l'Union sont autant de menaces qui pèsent sur la construction européenne. En outre, un pas de plus vers l'élargissement a été réalisé à Nice, sans que l'approfondissement des institutions n'ait été véritablement engagé.

Gerhard Schröder a récemment pris l'initiative d'entamer un véritable débat sur l'avenir politique de l'Europe en exposant sa vision d'une Europe fédérale, qui reprend la position exprimée l'année dernière par son ministre Vert des Affaires Etrangères Joschka Fischer. Il serait plus que temps qu'à son tour, la France se pose enfin les vraies questions sur l'Europe qu'elle veut construire avec ses partenaires, plutôt que de ratifier à la va vite un traité qui risque de paralyser l'Europe et de la réduire une fois pour toute à une zone de libre-échange.

C'est pourquoi Les Verts appellent les députés et sénateurs de toutes obédiences politiques à repousser le vote sur le traité de Nice tant qu'un calendrier et une méthodologie clairs quant à la suite du processus européen n'auront pas été définis par le gouvernement et le conseil de l'Union européenne. Les Verts seront vigilants quant à l'ouverture du débat sur l'avenir et les finalités de l'Union annoncé par Pierre Moscovici dans la perspective de la Déclaration 23 du traité (qui prévoit " un large débat sur l'avenir de l'Union européenne associant toutes les parties intéressées "), et ils veilleront à l'association la plus large de tous les acteurs de la société civile. Les Verts demandent enfin l'ouverture dès janvier 2002 d'une conférence Constitutionnelle à l'échelle européenne réunissant les représentants du Parlement Européen, des parlements nationaux, conférence dont l'objectif sera de doter l'Union d'un texte fondamental de nature constitutionnelle.

Les Verts